



République du Cap Vert
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ALPHABÉTISATION ET L'ÉDUCATION D'ADULTES

Rue Pédagogue Paulo Freire – Achada Santo António ♦ Boite Postal N. ° 111 ♦ Téléphone ♦ +238 262 1172/76 ♦ Téléfax 262 11 73

**Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes
(CONFINTEA VI)**

**TENDANCES RÉCENTES ET SITUATION ACTUELLE DE
L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION DES ADULTES (EdFoA)**

Rapport National

Par : Florenço MENDES VARELA

Directeur Général d'Alphabétisation et l'Éducation d'Adultes

Juillet 2008

Aperçu général de la situation du pays

Cap Vert : archipel africain, atlantique et sahélien

Les aspects physiques et démographiques

Localisé dans l'océan Atlantique, à environ 500 kilomètres de la côte occidentale du continent africain, le Cap Vert est constitué de dix îles et huit îlots divisés en deux groupes, réparties selon leurs exposition au vent du nord-est : *Barlavento* (au vent) et *Sotavento* (sous le vent). D'origine volcanique (donc très récent) la plupart des îles sont montagneuses et rocheuses, à l'exception des îles de Sal, Boa Vista et



Maio, les trois les plus plats et plus proches du continent. La superficie totale de l'archipel est de 4033 Km². La mer intérieure s'étend sur une superficie d'environ 90.000 km². Ces facteurs, alliés à une forte pression démographique, contribuent à la dégradation systématique de l'environnement, et créant un équilibre écologique précaire pouvant avoir un impact négatif dans le développement social durable du pays. Le Cap Vert se trouve aux points stratégiques d'intercession entre l'Afrique Occidentale, les Etats Unis, le Canada e les Caraïbes, ainsi que qu'entre l'Europe du Nord, la Méditerranée et le Brésil.

Selon le recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de 2000, la population résidente était d'environ 432.000 habitants, dont 52% de sexe féminine. Le taux d'urbanisation était de 54% (46% en 1990), avec 90% de la population concentrée dans quatre des neuf îles, Santiago, São Vicente, Santo Antão e Fogo. La moyenne annuelle de la croissance était de 2,4% entre 1990-2000. La population est essentiellement jeune, soit 62% ayant moins de 25 ans. Ce qui contribue à une forte pression sur les systèmes éducatifs y compris de formation professionnelle, de santé et lu marché du travail. Néanmoins, des changements démographiques sont en cours dus à la baisse de fécondité et à la proportion de jeunes.

Les aspects sociaux et économiques

Le Cap Vert a connu une évolution économique remarquable au cours de la décennie 1990 – 2000 avec un taux de croissance moyen annuel et en termes réels de 6,1%. Avec une croissance démographique de l'ordre de 2,2% par an, le PIB par habitant a

augmenté en moyenne et en termes réels de 3,7% par an durant cette décennie. Le PIB réel par habitant est passé de 902 dollars US en 1990 à 1.420 dollars en 2002. Les indicateurs publiés par le PNUD placent le Cap Vert parmi les pays de l'Afrique subsaharienne où les progrès sont sensibles en termes de développement humain et par conséquent de réduction de la pauvreté humaine.

Les niveaux de pauvreté constamment élevés, avec une incidence particulière dans le milieu rural, indiquent la fragilité de l'économie capverdienne. Le chômage constitue un principal de la pauvreté. Selon les études, 29% de la population est considéré pauvres (41% dans le milieu rural contre 21% dans le milieu urbain) dont 17% très pauvres. La pauvreté touche particulièrement les familles gérées par les femmes, 37% desquelles sont pauvres et 22% très pauvres. Cette situation, défavorable atteint les enfants directement dans le domaine de la santé, de la nutrition, de l'éducation et du développement. Toutefois, en dépit des conditions adverses, selon le rapport EPT, le Cap Vert est le seul pays de l'Afrique subsaharienne où, l'analphabétisme a reculé de plus de 60% à indépendance à environ 20% en 2005 et le taux brut d'enfants à l'école tourne au tour des 103%.

1. Politiques, législation et financement

1. 1. Cadres législatifs, politiques et administratifs de l'EdFoA

1. 1. 1. L'EdFoA au Cap Vert s'inscrit dans un cadre législatif, politique et administratif très favorable. Depuis la CONFINTEA V tenue à Hambourg en 1997, le pays a adopté un ensemble de lois concernant l'EdFoA, directe ou indirectement :

- Loi n° 38/99 du 23 août qui approuve le système d'évaluation des apprenants de l'éducation de base d'adultes définit l'évaluation ordinaire (article 1^{er} à 9^{ème}) et l'évaluation extraordinaire (articles 10^{ème} à 15^{ème}) ainsi que l'obtention du Diplôme d'Education de Base d'Adultes.
- Loi n° 34/98 du 30 septembre qui approuve le Curriculum de l'Education de Base d'Adultes. Définie les objectifs et des présupposés pour chaque domaine disciplinaires, à savoir : Domaine des Langue Portugaise ; Domaine de la Mathématique ; Domaine des Sciences Intégrés ; Domaine des Langues étrangères ; Domaine de la Formation Professionnelle de Base.
- Loi n° 113/V/99 Altération de la Loi de Bases du Système Educatif, Loi n° 103/III/90 du 29 décembre. Article 12^{ème}, Structure et Organisation du Système Educatif.
- Régime Juridique Général de la Formation Professionnelle, Décret-loi n° 37/2003, du 6 octobre. Article 5^{ème} Articulation entre la formation et le système éducatif.

- Résolution n° 16/2006 du 22 mai, JO n° 14/06, I Série, 22 mai qui approuve le « Programme du Gouvernement pour la 7^{ème} Législature, 2006 – 2011. Secteur Education, sous-système éducation e formation extra scolaire. Education d'Adultes: Promotion du Développement Personnel et Social.
- Project de loi qui définit l'organisation de Education et Formation d'Adultes en tant que sous-système qui articule l'éducation scolaire, l'éducation extra scolaire et la formation professionnelle, 2007.
- « Bases pour la construction d'un sous système d'éducation extra scolaire. Construction d'un modèle intégré d'éducation et formation d'adultes au Cap Vert », juillet, 2007
- Project de Loi que définit le «Curriculum de l'Education et Formation Général d'Adultes», Avril, 2008.

1.1.2. Le concept de l'EdFoA au Cap Vert est dynamique et évolutif, allant au-delà de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture, du calcul et de la mobilisation sociale. Le programme de l'EdFoA est structuré en termes d'Education de Base des Adultes (EBA), organisé en trois phases – 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} phases – équivalent à la 6^{ème} année de l'enseignement scolaire obligatoire, avec un curriculum homologuée, une certification reconnu par l'état, un corps professionnel d'animateurs avec formation, statut social et rémunération équivalent aux enseignants de l'éducation formelle.

1.1.3. Le programme de l'EdFoA est assuré par la Direction Générale de l'Alphabétisation et l'Education des Adultes, organisme central du Ministère de l'Education et Enseignement Supérieur, chargée de coordonner, promouvoir et appuyer les activités d'alphabétisation et post-alphabétisation dans la perspective de l'apprentissage tout au long de la vie et de la formation des jeunes et des adultes pour la vie active (Loi organique du MEES, 2006 – 2011. Service central dans le domaine d'éducation et formation extra scolaire).

1.1.4. Le programme de l'EdFoA s'encadre dans le programme majeur de lutte contre la pauvreté. Il existe un système de formation professionnelle qui s'articule avec la formation académique générale, sous forme de microprojets de formation professionnelle. La formation professionnelle sont dans des domaines très varies tels que : artisanat, agriculture, horticulture, art de pêche, tôlerie, charpenterie et menuiserie, coupe et couture, construction civile, plâtrerie, carrelage, canalisation, maçonnerie, cuisine, électricité, électronique, mécanicien auto, panification, serrurerie mécanique, etc. Selon une étude longitudinale sur l'impact de la formation professionnelle en 2002, (2.255 parmi les 4.153 bénéficiaires du programmes dont 1.814 femmes et 441 hommes), une partie considérable des bénéficiaires sont en train de développer des activités productives dans leurs domaines spécifiques de formation sous forme d'emploi ou d'auto emploi. L'articulation entre le sous-système d'éducation et de formation professionnelle est une stratégie de lutte contra la pauvreté. Toutes les

recommandations internationales soulignent la nécessité de cette articulation. Les indicateurs de la pauvreté ont montré une forte corrélation entre le niveau d'instruction et la pauvreté. L'incidence de la pauvreté se réduit de moitié quand on passe d'une population analphabète pour une population avec le niveau d'instruction primaire.

Le Système Educatif comprend le sous-système de l'Education Préscolaire, de l'Education Scolaire et de l'Education Extrascolaire, complétés avec des activités d'animation culturelle et du sport scolaires dans une perspective d'intégration.

Le sous-système d'éducation extrascolaire (concept dynamique et évolutif de l'EdFoA) comprend des activités d'éducation de base de jeunes et adultes, l'apprentissage et formation professionnelle.

L'éducation extrascolaire se développe en deux niveaux complémentaires :

- L'éducation de base d'adultes que englobe l'alphabétisation, la post alphabétisation et d'autres actions d'éducation permanente dans la perspective d'élévation du niveau culturel ;
- L'apprentissage et des actions de formation professionnelle, dans une perspective de capacitation pour l'exercice d'une profession (Loi de bases du Système Educatif, Loi n° 103/III/90 du 29 décembre. Altération Loi n° 113/V/99. Article 12^{ème}. Structure et Organisation du Système Educatif).

L'apprentissage et actions de formation professionnelle seront organisés dans la perspective de capacitation de jeunes et adultes pour l'exercice d'une profession et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Programme du Gouvernement pour la 7^{ème} Législature, 2006 – 2011. Secteur Education, sous-système éducation e formation extra scolaire. Education d'Adultes: Promotion du Développement Personnel et Social).

Mécanismes d'articulation interministérielle et interdépartementale coordonnent des actions et la planification des activités d'Education de Jeunes et Adultes et de Formation Professionnelle (Loi de bases du Système Educatif, Loi n° 103/III/90 du 29 décembre. Altération Loi n° 113/V/99. Article 54^{ème}. Action d'administration).

Le système de formation professionnelle sera articule avec le système éducatif, en établissant complémentarités, alternatives et mécanismes de transition biunivoque entre les deux sous systèmes à travers :

- Actions de formation professionnelle qui visent la promotion d'un système intégré d'éducation et de formation ;
- Actions d'alphabétisation et éducations de jeunes et adultes qui pourront être intégrés ou complétés par des activités de formation professionnelle ;

- Complément de forme divers de cycles d'enseignement secondaire général et technique avec activités ou des cours professionnelle qui octroi des certificats professionnelles (Régime Juridique Général de la Formation Professionnelle, Décret-loi n° 37/2003, du 6 octobre. Article 5^{ème} Articulation avec le système éducatif).

1.2. Financement de l'EdFoA

1.2.1. Investissements publics dans l'EdFoA

Le budget de l'éducation et de la formation des adultes en 2008 est d'environ 4.000.000 euros (quatre millions d'Euros), soit 440.000.000\$00 (quatre cent quarante millions d'escudos), 1 euro = 110\$00 (parité fixe).

Les dépenses avec l'Éducation ont successivement augmenté et le budget de l'état reflète cet effort. L'allocation est passée de 9,4% du budget de l'état en 1980 (4,4% du PIB) à 13% en 1990 (5.1% du PIB), 20,2% en 2000 et 23% en 2005. Le budget de l'éducation et de la formation des adultes pour 2005, 233.067.664\$00, représentait 8,71% du budget du fonctionnement de l'état accordé au Ministère de l'Education Nationale, 2.666.019.571\$00 (1 euro = 110\$00).

Le budget de l'état est la principale source de financement de l'EdFoA au Cap Vert, soit par l'entremise de financement direct (personnel et fonctionnement des locaux), soit à travers des projets d'appui au programme (projet de lutte contre la pauvreté). La plupart du financement de l'état couvre les dépenses avec le personnel, environ 400 au niveau central e local, qui est, pour la plupart, professionnels de carrière de l'EdFoA.

1.2.2. Investissements des donateurs bilatéraux et multilatéraux dans l'EdFoA

Les projets d'appui au programme national de l'EdFoA sont financés, en 2008, par l'Espagne (15%) le système des Nations Unies (0,5%) et le BAD (2%) à travers le programme national de lutte contre la pauvreté. Autrement, la plupart des fonds d'aide au développement sont actuellement sous forme d'aide budgétaire.

Le personnel de l'EdFoA, étant des professionnels du sous système de l'éducation extrascolaire et faisant partie du statu du personnel enseignants¹ du pays, les ressources mobilisées pour leur formation sont intégrés dans le programme global de l'EdFoA et la stratégie de formation des enseignements du pays.

1. Il s'agit aussi bien des personnels qui animent les cours d'alphabétisation que des personnels encadrant les activités dans les formules alternatives pour les jeunes et adolescents.

1.2.3. Le secteur public prend en charge toutes les dépenses concernant le programme de l'éducation et de la formation des adultes (EdFoA) y compris celles engagés para la société civile à l'EdFoA (par ex. congrégations religieuses, ONG, etc.).

1.2.4. Les participants du programme de l'EdFoA contribuent de forme modique dans l'achat des manuels.

2. Qualité des services d'éducation et de formation des adultes : offre, participation et acquis

2.1. Offre d'EdFoA et cadres institutionnels

2.1.1. L'institution chargée de la gestion de l'EdFoA

Au Cap Vert, l'institution chargé de la gestion de l'EdFoA est la Direction Générale d'Alphabétisation et l'Education d'Adultes (DGAEA) en tant que service central de l'état « chargé de coordonner, de promouvoir et d'appuyer des activités d'éducation et formation d'adultes, dans une perspective d'éducation tout au long de la vie, collaborer avec d'autres organismes et entités dans la réalisation d'actions de promotion culturelle et de qualification de jeunes et adultes pour l'exercice d'une profession ».

La DGAEA dispose dans toutes les communes du pays des Centres d'Education et Formation d'Adultes en tant que services de base territoriale.

2.1.2. Programmes de l'EdFoA mis en œuvre

- a. Les programmes de l'EdFoA sont coordonnés et certifiés par des organismes gouvernementaux, même si quelque part existe des organismes non gouvernementaux qui mènent des actions ponctuelles.
- b. Les domaines d'apprentissage son très variés et couvrent : Education de base d'adultes (alphabétisation et post alphabétisation) ; Enseignement récurrent secondaire (7^{ème} et 8^{ème} années de scolarité) ; Apprentissage et formation professionnelle ; Formation a distance ; Animation Communautaire pour le Développement (éducation formelle et non formelle).
- c. Les groupes visés sont très variés, selon l'offre:
 - i. Education de base d'adultes : voir tableau ci-dessous.
 - ii. Enseignement récurrent secondaire : ce sont des jeunes dans la tranche d'age 15-34 ans, 55% de femmes.



- iii. Apprentissage et formation professionnelle : Il s'agit surtout des jeunes dans la tranche d'âge 15-34 ans à la recherche d'emploi.
 - iv. Formation a distance : le public cible est variés du point de vue de l'âge et de niveau scolaire.
 - v. Animation Communautaire pour le Développement.
- d. Le coût anel en 2008 est d'environ 4.000.000 euros (quatre millions d'Euros), soit 440.000.000\$00 (quatre cent quarante millions d'escudos), 1 euro = 110\$00 (parité fixe).
- e. La source de financement vient surtout de l'état à plus de 80%.

Participants du programme EBA, 2007/08, par groupe d'âge et sexe.

Age	Masculin	Féminin	Total
< 15 ans	79	52	131
15-19	265	236	501
20-24	164	120	284
25-29	136	141	277
30-34	78	127	205
35-39	57	151	208
40-44	31	117	148
44-49	22	95	117
>49	21	115	136
Total	853	1154	2007

Sources : DGAEA, Département Statistiques

2.1.3. Il existe des passerelles entre les approches formelles et non formelles. La Loi de Base du Système Éducatif, a permis l'existence de passerelles entre le Système Formel (scolaire) et Non Formel (extrascolaire).

2.1.4. L'EdFoA donne lieu à une certification et une sanction nationale. Loi n° 38/99 du 23 août qui approuve le système d'évaluation des apprenants de l'éducation de base d'adultes définit l'évaluation ordinaire (article 1^{er} à 9^{ème}) et l'évaluation extraordinaire (articles 10^{ème} à 15^{ème}) ainsi que l'obtention du Diplôme d'Education de Base d'Adultes, équivalent au Diplôme d'Enseignement de Base (formel).

2.2. Participation à l'EdFoA

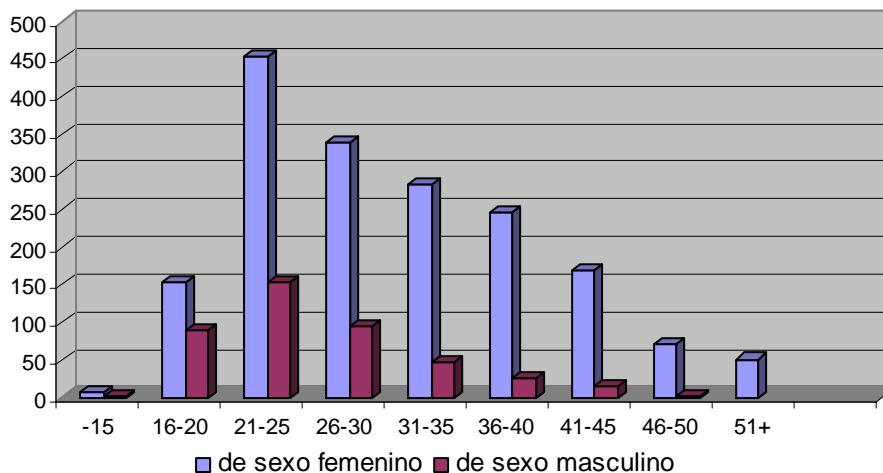
2.2.1. Données statistiques

Le programme de l'EdFoA englobe annuellement environ 50.000 personnes (12% de la population résidente), selon les volets, repartis de façon suivante :

- i. Education de base d'adultes : 3.000 participants
- ii. Enseignement récurrent secondaire : 1.200 participants
- iii. Apprentissage et formation professionnelle : 600 participants
- iv. Formation a distance : 7.000 participants
- v. Animation Communautaire pour le Développement : 38.000 participants.

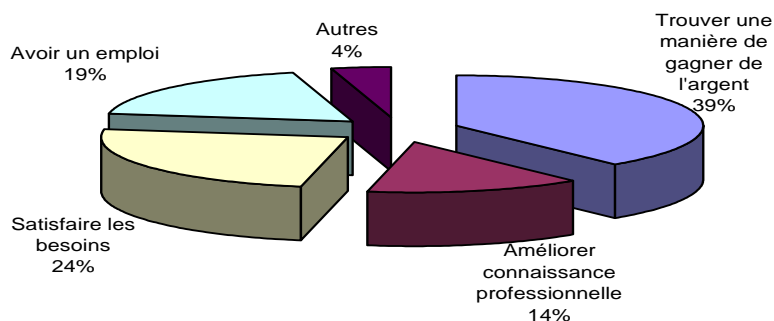
Selon les données statistiques 60% des participants de l'EBA sont des femmes et la plupart se situe dans la tranche d'âge 21-25 ans. Le graphique ci-après témoigne la pertinence du programme de formation professionnelle.

Graphique : Distribution de la cohorte par tranche d'âges et sexe

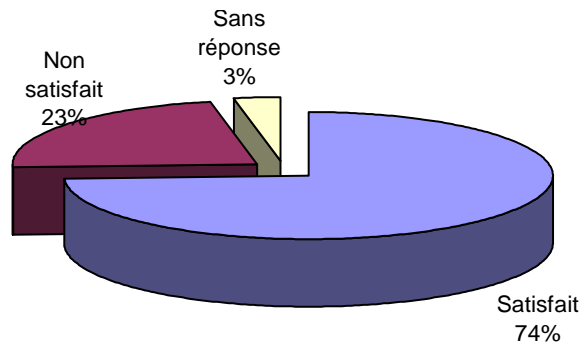


L'étude de l'impact de la formation professionnelle réalisée en 2001 a pris un échantillon de 2.255 personnes dans un univers de 4.153 participants des micros projets. Cet échantillon est représentatif des différentes activités et de distribution géographique.

Graphique : Expectatives des participants de la formation professionnelle



Graphique : Degré de satisfaction des participants de la formation professionnelle



2.3. Suivi et évaluation des programmes et appréciation des résultats

Le rapport de l'UNESCO sur l'évaluation globale de l'EPT 2006, ne fait aucune référence sur l'ENF au Cap Vert, éventuellement, par insuffisance de données. Cependant, cet archipel africain, atlantique et sahélien devra être « un des rares pays africains à concrétiser les Objectifs du Développement du Millénaire et les objectifs de l'EPT ». L'expérience de l'ENA au Cap Vert est référée dans les rencontres régionales et internationales, surtout en ce qui concerne les passerelles entre le Système Formel et Non Formel. Les indicateurs d'ENF ont contribué au développement du pays. L'annuaire de 2006 de « Le Monde » un des journaux plus prestigieux de la France et de l'Europe, mentionne le Cap Vert comme étant une exception heureux dans un continent touché para l'instabilité politique, le sida et la misère.

Faisant référence aux indicateurs de développement, cette publication demande « qui est le chef d'état qui n'aimerais pas gouverner Cap Vert » et souligne qui malgré une « géographie hostile », Cap Vert se situe aujourd'hui dans le pluton des pays les plus riches du continent, à coté de Maurice et Seychelles. « Avec un rendement per capte de 1.340 euros en 2006 et une espérance de vie de 69 ans, l'archipel est une exception heureux, avec inflation inexistante et une finances publique soudable, ce pays peut compter avec le tourisme comme sources pour ces recettes ». Son graduation, en 2008, pour le groupe des Pays de Rendement Moyen est aussi référée ainsi que les efforts des autorités nationaux en vue d'un partenariat plus étroit avec l'Union Européen.

Par la force la Loi n° 38/99 du 23 août qui approuve le système d'évaluation des apprenants de l'éducation de base d'adultes définit l'évaluation ordinaire (article 1^{er} à 9^{ème}) et l'évaluation extraordinaire (articles 10^{ème} à 15^{ème}) ainsi que l'obtention du Diplôme d'Education de Base d'Adultes, équivalent à celui de l'enseignement formel, le système doit permettre l'évaluation des résultats obtenus. Les outils et mécanismes d'évaluation des programmes garante leur qualité et les résultats sont utilisés à des fins de législation, politiques et développement des programmes.

2.4. Statut et formation des personnels (enseignants/facilitateurs)

Les catégories de personnels enseignants dans le non formel, leurs fonctions et statuts, permettent de comprendre les objectifs de formation qui vise surtout garantir aux animateurs d'éducation d'adultes une formation professionnelle solide et un statut social reconnu.

La formation professionnelle est assurée par l'institut pédagogique à travers les écoles de formation des enseignants de l'enseignement de base, pour les animateurs et l'institut supérieur de l'éducation pour les formateurs et cadres techniques. La formation en service est assurée par la Direction Générale à travers par les formateurs et cadres techniques. Il s'agit de la même structure et même programme de base avec des composantes spécifiques pour les animateurs, surtout la pratique pédagogique.



3. Recherche, innovation et bonnes pratiques

3.1. État de la recherche en EdFoA

Malheureusement il n'y a pas un service et une pratique de recherche en EdFoA au Cap Vert. Il y a eu des études l'impact sur les bibliothèques mobiles, du journal ALPHA et de la formation professionnelle.

A l'époque, l'étude sur la formation professionnelle a fait des recommandations très pertinentes, qui ont été pris en considérations dans les nouveaux projets de formation professionnelle, à savoir :

- a. Elaborer des micros projets de formation professionnelle de base de forme participative ayant pour base des diagnostics articulés avec des actions d'alphabétisation et la participation des membres de la communauté;
- b. Promouvoir des activités génératrices de revenus, accouplées aux actions de formation professionnelle de base;
- c. Intégrer l'alphabétisation et l'éducation des jeunes et des adultes dans des actions de lute contre la pauvreté;
- d. Promouvoir une politique de formation de formateurs en tenant compte sa formation pédagogique et sa capacitation professionnelle ;
- e. Elaborer des programmes de formation professionnelle de base en articulation avec l'Institut de Formation Professionnelle et les Employeurs.
- f. Mettre en place d'un système de suivi pluri sectoriel, comprenant des institutions publiques, privés et ONG à fin de pouvoir évaluer des actions de façon continue.

- g. Créer un fond de financement et de cofinancement des micros projets de formation professionnelle ;
- h. Promouvoir une meilleure articulation entre les différents sous système (enseignement formel, non formel et formation professionnelle).

3.2. Innovations et exemples de bonnes pratiques

3.2.1. Ayant pour base le « Rapport Mondial de Suivi sur l'Education pour Tous 2006 », nous nous sommes appropriés du concept de « bienfaits de l'alphabétisme » pour mieux évaluer le programme du point de vue qualitative. Les bien fait humain, sociaux, culturel, politique et économique sont difficile à mesurer, mais il est possible d'identifier et de préciser quelques bien faits associés à l'alphabétisme.

- a. Les bienfaits humains : sont liées à l'auto confiance, l'auto estime et à l'autonomisation personnelle. Dans le cas du Cap Vert on peut décerner une participation politique accru chez les alphabétisés et l'histoire récente de la démocratisation en est la preuve.
- b. Les bienfaits culturels ont permis de mettre en question des attitudes au moyen de compétence de réflexion critique (déjà préconisé par Paulo Freire).
- c. Les bienfaits sociaux : L'évaluation des différents volets du programme nous a montré que la population, surtout les femmes, qui participent dans les différents activités ont une meilleure connaissance des questions de santé, éducation des enfants et gestion du finance du ménage. L'approche genre au niveau communautaire c'est une valeur ajoutée à l'alphabétisation.
- d. Les bienfaits économiques : l'alphabétisme a un impact positif sur les bénéfices des individus et des familles. Les études sur l'impact économique sont rares, mais au Cap Vert le programme de formation professionnelle élémentaire nous a permit de découvrir des gains réels des formés.

3.2.2. Comme partout ailleurs cette question se pose aussi au Cap Vert, mais la scolarisation des filles n'est pas un problème particulier, comme c'est le cas dans certains pays de la région. Dans l'enseignement secondaire, un peu plus de la moitié (51%) des élèves sont des filles. En ce concerne l'EBA 60% des apprenants sont des femmes et dans le volet Formation



Professionnelle le taux est de 65%. Cependant ces statistiques nous indiquent aussi que le taux d'analphabétisme est (était) plus élève pour les femmes. C'est tout le travail développé par des Organisations et des Associations de Femmes que pendant les dernières années a amélioré cette situation.

3.2.3. Le Cap Vert a augmenté successivement le Budget pour l'Éducation. On estime qu'à partir de 2000, le Ministère de l'Education dépense annuellement, 19.000\$00 (soit 173 Euros) avec chaque élève de l'enseignement de base, 22.000\$00 (soit 200 Euros) avec chaque adulte alphabétisé et 50.400\$00 (soit 558 Euros) avec chaque élève du secondaire.

Pour l'Alphabétisation et l'Education des Adultes, les coûts estimés sont de 22.000\$00 (soit 200 Euros) par phase, 22.500\$00 CVE (soit 205 Euros) pour la Formation Professionnelle (coût moyen par bénéficiaire en 2003/2004). La Formation à Distance par radio, système ECCA, coûte 6.600\$00 (soit 60 Euros) par bénéficiaire. Les coûts de l'Animation Communautaire et des Bibliothèques sont encore moindres vu le grand nombre de bénéficiaires impliqués.

Les coûts énoncés pourraient être considéré assez élevés. Cependant il y a deux facteurs importants à souligner : L'investissement en formation c'est une garantie pour l'avenir ; La formation permet une augmentation considérable du revenu des participants et dès lors des familles.

Les *Grandes Options du Plan*, sont très claires en ce que concerne la valorisation des ressources humaines en tant que facteurs stratégiques de l'avantage compétitive du Cap Vert dans le plan externe. Ceci étant dit, il est indispensable de renforcer le partenariat existant et de chercher de nouvelles collaborations et participer activement dans les débats internationaux aux différents niveaux.

4. Alphabétisation des adultes

4.1. « L'alphabétisation est le chemin pour vaincre la pauvreté » Selon les données de l'Institut National des Statistiques « *l'incidence de la pauvreté se réduit de moitié quand on passe d'une population analphabète pour une population avec le niveau d'instruction primaire et environ 85% des pauvres non aucun ou au ont moins que l'éducation de base* ». Le concept d'alphabétisation au Cap Vert est évolutif et dynamique, allant au-delà de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul.



Selon les nouvelles orientations et nouveaux cadres politiques et administratifs, le programme est structuré en termes d'éducation générale d'adultes (Project de Loi que défini les « Bases pour la construction d'un sous système d'éducation extra scolaire. Construction d'un modèle intégré d'éducation et formation d'adultes au Cap Vert », juillet, 2007 (pour approbation).

Depuis que Jacques Delors a fait connaître son rapport à l'UNESCO intitulé « L'éducation : Un trésor est caché dedans » il reste peu de doute sur la relation entre le développement socioéconomique et l'éducation. La communauté internationale a insisté sur la nécessité d'une éducation fondée sur quatre piliers de l'éducation pour le IXX1^e

siècle : apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à être et apprendre à vivre ensemble. Cette nouvelle conception de l'éducation a bouleversé le concept du « triangle de éducatif : apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à être » et a émergé le concept de **l'éducation tout au long de la vie**, tout à fait appropriée dans une société d'aujourd'hui et surtout un instrument pour faire face aux changements qui s'opèrent tant dans la vie professionnelle que dans la vie privée et dans la société très présent dans les « *Bases pour la construction d'un sous système d'éducation extra scolaire. Construction d'un modèle intégré d'éducation et formation d'adultes au Cap Vert* » et le nouveau « *Curriculum de l'Education et Formation Générale d'Adultes au Cap Vert* ».

Le projet de loi qui définit l'organisation de Education et Formation d'Adultes en tant que sous-système qui articule l'éducation scolaire, l'éducation extra scolaire et la formation professionnelle, 2007, clarifie le concept de Education formel, non formel et informel

L'éducation formelle comprend les enseignements qui conduisent à un titre reconnu. L'Administration publique Cap-Verdienne facilitera, surtout, le développement de l'enseignement de base et ceux qui conduisent à divers titres de formation professionnelle spécifiques, en particulier, à la population active qui en a besoin.

L'éducation non formel s'oriente, notamment, par la préparation des épreuves libres établis pour les adultes et les épreuves d'accès à d'autres niveaux d'enseignement, à fin de permettre l'acquisition de connaissances, habilités et attitudes que permettent l'employabilité, l'adaptation à la société d'information et de connaissances, l'acquisition de biens culturels, l'exercice de la citoyenneté active et l'apprentissage permanente.

L'éducation informelle est réalisé de façon autonome par des adultes à travers l'auto apprentissage, selon les besoins et intérêts, en particulière, a traves des nouvelles technologies d'information et de communication, ou acquises a travers de sa propre expérience dans des divers contextes sociaux et professionnels.

4.2. L'un des principaux défis auquel l'actuel gouvernement doit faire face (2006-2011) est la mise en place du système national d'enseignement à distance pour adultes au sein du sous-système éducatif complémentaire au système scolaire. L'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication permet d'accroître le nombre de cours à vocation



socioprofessionnelle sur les lieux de travail, ainsi que les opportunités d'apprentissage pour les jeunes et les adultes à la recherche d'un emploi. Des approches pédagogiques novatrices permettent de proposer des expériences pédagogiques adaptées aux spécificités des participants, aux besoins d'enseignement et à des activités professionnelles précises.

L'enseignement à distance basé sur les TIC constitue une solution idéale pour le Cap-Vert qui – étant donné sa position géographique et son état de développement économique – est en phase de devenir une « société du savoir ». Le système éducatif est soumis à une grande pression pour fournir une éducation et une formation de qualité basées sur de nouvelles technologies qui soient adaptées afin de répondre aux défis du développement socioéconomique, avec un accent tout particulier sur l'industrie du tourisme. L'enseignement à distance basé sur les TIC connaîtra plus de succès s'il est mis en place comme système d'éducation et de formation dans le contexte d'une politique d'éducation qui lui est favorable. Les TIC doivent être viables et adaptées aux besoins du pays et au contexte afin de proposer des solutions pérennes qui puissent aider à soutenir l'acquisition des objectifs d'éducation nationaux et ceux du Millénaire (Cf. « Conférence Régionale africaine sur l'alphabétisation dans le monde : Le renouveau de l'alphabétisation pour faire face aux défis », Bamako, Mali, 10 - 12 septembre 2007).

4.3. Comme exemples de pratiques efficaces et de programmes innovants, on souligne l'expérience déjà très réussie de la formation à distance qui a comme objectif global mettre en place un « système de formation pour adultes basé sur l'enseignement à distance, qui utilise la radio comme moyen de communication ».

C'est un programme plus structuré, très bien conçu avec des manuels très motivants offrant tout un éventail de cours pratiques et simples dirigés vers les services avec une forte incidence sur le tourisme. Tous les programmes des différents cours de formation ont été adaptés à la réalité capverdienne par une équipe de la DGAEA. L'émission est assez bonne et permet d'atteindre un grand public, malgré quelques zones d'ombre dues à la configuration orographique des îles.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- a. Élaborer des activités de formation avec le système ECCA d'enseignement à distance par la radio, en vue de garantir l'égalité des chances quant à l'accès à l'éducation et au monde du travail.
- b. Développer un programme périscolaire conçu pour un système d'enseignement national à distance pour adultes, et former les professionnels du Cap-Vert au développement de cette conception périscolaire, ainsi qu'au développement, à la conception, la reproduction et l'enregistrement de supports pédagogiques.
- c. Adopter le système ECCA, qui fournit ainsi à la Direction de l'alphabétisation et de la formation des adultes (DGAEA) un service de radio éducative et l'équipement correspondant, afin d'améliorer la qualité et la portée du réseau éducatif des stations de radio, d'accroître la diffusion de la radio par Internet et de permettre l'accès à un équipement informatique adéquat.



La Formation à distance (système ECCA) se base dans l'utilisation synchronisée de trois éléments: matériel imprimé, classe radiophonique et tutorat.

- a. Il contient toute l'information nécessaire pour suivre les cours. Il est composé d'un ensemble de fiches et schémas, qui sont des éléments de support pour la classe radiophonique, il accomplit la fonction d'ardoise et arrive à se transformer en livre de texte; notes et ou documents qui complète les contenus de la classe radiophonique; questionnaires, pratiques y évaluation. Peut être complété en plus avec vidéo, audio, disquette, CD-ROM et autre matériel écrit. La Formation à distance (système ECCA) a dans sa base l'utilisation synchronisée de trois éléments: matériel imprimé, classe radiophonique et tutorat
- b. Il consiste à une explication méticuleuse et éminemment active du contenu du schéma qui l'élève complète en suivant les indications de sa paire, de professeurs. Dans la classe on fournit l'information de base sur le sujet du jour. En général sa durée est de 30 minutes, bien que pour quelques-uns on puisse prolonger jusqu'à une heure.
- c. Il complète les deux éléments et favorise le contact entre les élèves et le professorat. Il peut être en présence ou à distance et il favorise la rétro alimentation du système.

4.4. Comme partout ailleurs cette question se pose aussi au Cap Vert, mais la scolarisation des filles n'est pas un problème particulier, comme c'est le cas dans certains pays de la région. Dans l'enseignement secondaire, un peu plus de la moitié (51%) des élèves sont des filles. En ce que concerne l'EBA 60% des apprenants sont des femmes et dans le volet Formation Professionnelle le taux est de 65%. Cependant ces statistiques nous indiquent aussi que le taux d'analphabétisme est (était) plus élevé pour les femmes. C'est tout le travail développé par des Organisations et des Associations de Femmes que pendant les dernières années ont amélioré cette situation.



4.5. Pour mettre L'implémentation des bibliothèques – fixes et mobiles

L'objectif majeur de ce programme est la création d'un environnement lettrée qui peut servir comme barrière contre l'analphabétisme de retour. Un deuxième objectif lié à celui là stipulait l'appui au public des écoles et c'est un exemple d'actions intégrées entre les deux sous-systèmes. Pour la mise en marche du programme on a commencé pour former les animateurs bibliothécaire et on a élaboré un Project pilote couvrant six communes avec des bibliothèques mobiles. Les communes restantes ont été dotées de

bibliothèques fixes basées dans les Centres Régionaux. Un fond bibliographique diversifié a été constitué. Les lecteurs ont accès à des œuvres pour l'enfance et la jeunesse, livres didactiques, techniques pour la formation professionnelle et des ouvrages de fiction nationales et internationale. Un gros lot de magazines et des bandes dessinées complétait le stock disponible.

En 1999, une étude de l'impact sur les bibliothèques a été réalisée. A partir de cette étude, on a constaté que les utilisateurs des bibliothèques sont le reflet de la société capverdienne, c'est-à-dire, 52% de femmes et 48% d'hommes. Ce public présente un degré de scolarisation diverse, à savoir : 8% ont fréquenté la première et deuxième phase d'alphabétisation; 30% a fréquenté l'enseignement de base; 22% a complété l'enseignement de base; 27% a fréquenté l'enseignement secondaire, 9% a conclu ce niveau et 0,6% a une formation supérieure. La majorité des lecteurs inscrits (90%) a moins de 35 ans et dans ce groupe la 45% se situe dans la tranche d'âge 10 à 14 ans, 32% entre 15 et 19 ans, 9% 20 à 24, 7% 25 à 29 ans et 4% entre 30 à 34 ans. La majorité des utilisateurs appartient à une famille nombreuse: 51% ont 6 à 9 personnes et 15% ont 10 au plus de dix membres. Le revenu de 39% des familles est inférieur à 14.000\$00 par mois (soit 155 \$US) par mois et environ 3% ont un revenu mensuel supérieur à 50.000\$00 (soit 555 \$US). En ce qui concerne à l'occupation 55% ce sont des étudiants, 6% des vendeurs ambulants, 4% travailleurs de construction civil, 4% travaille dans les fronts d'haute intensité de main-d'œuvre, 3% sont des employés de noyage dans l'administration public. On peut aussi constater que les lecteurs inscrits ont une très proche relation avec la communication sociale : 93% écoute la radio, 80% a accès la télévision.

En ce qui concerne les préférences des lecteurs on constate : 28% préfèrent des nouvelles et des contes; 17% des revues et des magazines; 15% des romans; 13% des journaux; et 13% la poésie. En ce qui concerne aux thèmes de lectures effectuées, 16% ont lu des livres d'histoire pour l'enfance et la jeunesse, 9% des livres didactiques, 6% des revues, 5% de la poésie, 4% les romans. Au moins 75% des lecteurs ont déclaré que les livres empruntés sont aussi lus par : frère et sœurs 38%, parents 4% et autres membres de la famille 15% et voisins 14%. Chaque livre est lu au minimum par deux personnes, 22%, trois personnes 18%, quatre personnes 11% et cinq personnes 6%.

En guise de conclusion:

- a. Les bibliothèques mobiles ont un nombre de lecteurs supérieur à ceux qui sont inscrits;
- b. Les utilisateurs des bibliothèques dans la majorité ce sont des jeunes;
- c. Il existe une relation étroite avec les bibliothèques de l'école, ce qui implique un grand nombre d'utilisateurs venant des écoles;
- d. La radio c'est le meilleur moyen d'avertissement des lecteurs.

5. Attentes à l'égard de CONFINTEA VI et perspectives d'avenir pour l'EdFoA

Les attentes du Cap Vert à l'égard de CONFINTEA VI et perspectives d'avenir pour l'EdFoA ont été exprimées dans une lettre envoyée à Monsieur le Director of UIL, Dr. Adama Ouane, UNESCO Institut pour l'Apprentissage tout au long de la Vie – UIL, Hambourg, Allemagne, le 4 mai 2008.

“Representatives of the Ministries of Education of the governments of Angola, Brazil, Cape Verde, Guinea-Bissau, Mozambique, Sao Tome and Principe and East Timor, assembled in Salvador, Bahia (Brazil), from 26 to 29 February 2008, for the II Workshop on South-South Cooperation in the field of Adult and Youth Education between countries whose official language is Portuguese, included in their discussions the importance of strategies of south-south cooperation for the challenge of providing quality literacy for all young people and adults in those countries which make up the network which met for the first time in Brasilia in August 2006.

Of the seven countries which compose the network, three – Brazil, Guinea-Bissau and Mozambique – are part of the Literacy Initiative for Empowerment – LIFE, strategy developed by Unesco as a means of accelerating actions which seek to contribute to meeting the Education for All goals in 2015 and those established for the UN Literacy Decade. However, it should be added that levels of adult illiteracy are alarmingly high in all those countries which constitute the network.

In their search for support for actions which the network plans to implement in the coming year, the group decided to consult UIL about the possibility of the group, as an established network, receiving technical and financial support from the LIFE programme in which strategies of south-south cooperation are being promoted as important innovative forms of facing the challenges which illiteracy poses for sustainable development. The network is at present coordinated by Brazil and Cape Verde with Mozambique preparing to integrate the coordinating group in 2009.

During the Workshop the seven countries also drew up a common agenda for CONFINTEA VI of themes which are central to all their concerns. A copy of this Agenda is attached to this letter.

We look forward to a positive response and reiterate our commitment to achieving the EFA goals of reducing adult illiteracy by 50% by 2015 and to making CONFINTEA VI in Brazil in 2009, an essential international forum for establishing renewed commitments to adult literacy and learning worldwide.

Yours respectfully,

Maria Aparecida Zanetti, Director of Adult and Youth Education, Ministry of Education, Brazil

Florenço Mendes Varela, General Director of Adult Education, Ministry of Education, Cape Verde”.

*Florenço Mendes Varela
Directeur Général de l'Alphabétisation et Éducation des Adultes
Rue Pédagogue Paulo Freire, n° 1
Achada Santo António
Praia, Cap Vert
Tels. +238. 262 11 54, +238. 991 94 02 (cellulaire)
Télécopie : +238. 262 11 73
E-mails : florenco.varela@dgaea.gov.cv
fmendes50@hotmail.com
Web site: <http://www.dgaea.cv/>*